



Territoires de Shabunda, Kabare et Walungu

Province du Sud-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)

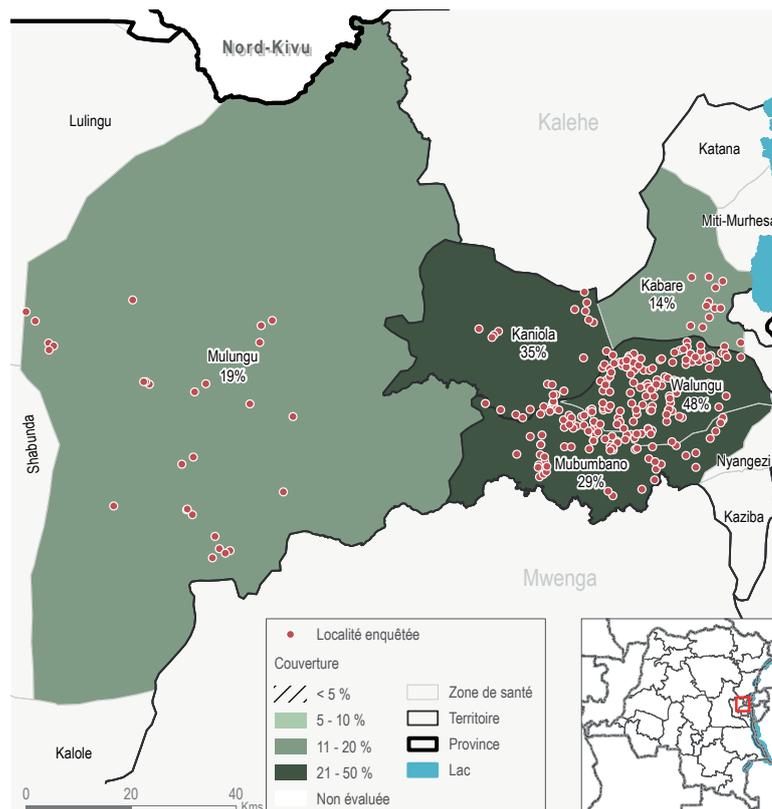
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

Depuis juin 2023, la région de Walungu, Kabare et Shabunda subit des attaques de groupes armés et des catastrophes naturelles entraînant une détérioration de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'eau et des conditions de protection¹. Bien que l'agriculture soit une des principales sources de revenu, l'accès à la nourriture demeure un défi. En outre, les difficultés rapportées limitant l'agriculture étaient l'infertilité du sol, les cultures endommagées par insectes ou des maladies, et le manque de semences et/ou d'outils. Malgré des besoins importants, une aide humanitaire dans cette zone a été signalée dans un nombre limité de localités évaluées (13%).

-  **66%** où la présence de personnes déplacées internes (PDI)² a été rapportée.
-  **96%** où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée).
-  **98%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée.
-  **91%** où la majorité des enfants avait accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche.
-  **22%** où la majorité de la population utilisait comme source d'eau principale pour boire une eau de surface.
-  **99%** où il a été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à suffisamment de nourriture.
-  **86%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données.

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier au manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu à distance dans les ZS de Kabare, Kaniola, Mubumbano, Mulungu et Walungu à distance entre le 30 octobre au 8 novembre 2023 et personne dans les ZS de Mubumbano et Walungu du 13 au 22 novembre 2023 juste après la collecte à distance, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **731 enquêtes conduites auprès d'informateurs clés (IC) dans 286 localités réparties dans les 5 ZS sur les territoires de Shabunda, Kabare et Walungu**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance profonde et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en page 8.

NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Comme décrit par OCHA dans le rapport du Scale Up response la situation de protection dans la région de Walungu, Kabare et Shabunda reste tendue avec des déplacements liés à des affrontements dans les ZS de Kaniola, Mulungu et Shabunda et des pluies torrentielles dans le territoire de Kabare.
² Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

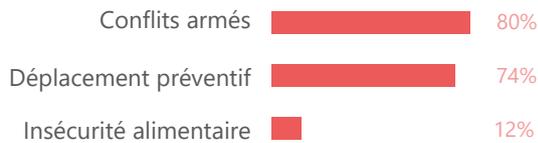
Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **78%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc. Ces chocs correspondaient dans **45%** des cas à des catastrophes naturelles, **17%** à des conflits armés et **17%** à de perte ou recherche de moyens de subsistance. Un cinquième de ces chocs (**20%**) ont entraîné un large départ de plus de la moitié de la population. La population hôte était présente dans toutes les localités évaluées (**100%**) et représentait le groupe de population majoritaire dans **96%** de l'ensemble de ces localités. La présence de personnes réfugiées¹ ou rapatriées² n'a été signalée dans aucune localité par les IC.

Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **66%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Dans les ZS de Kabare et Walungu, la présence de PDI a été moins fréquemment signalée, avec respectivement **36%** et **52%** des localités évaluées rapportant leur présence. Parmi les localités dans lesquelles la présence de PDI a été rapportée, une meilleure situation sécuritaire et un regroupement avec d'autres membres de la famille étaient respectivement rapportés dans **71%** et **40%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées³ : (189 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (189 localités concernées)

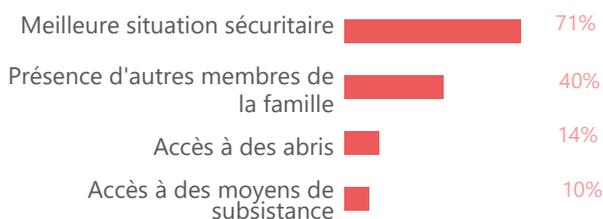


L'arrivée de PDI a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. L'impact a été considéré comme fort dans **62%** de ces localités. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans une très grande majorité de localités concernées (**79%**).

Condition principale requise pour que la majorité des PDI puisse envisager un retour vers leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (113 localités concernées)



Raisons principales qui expliquent le choix de la localité comme destination par les PDI, en % de localités évaluées : (189 localités concernées)



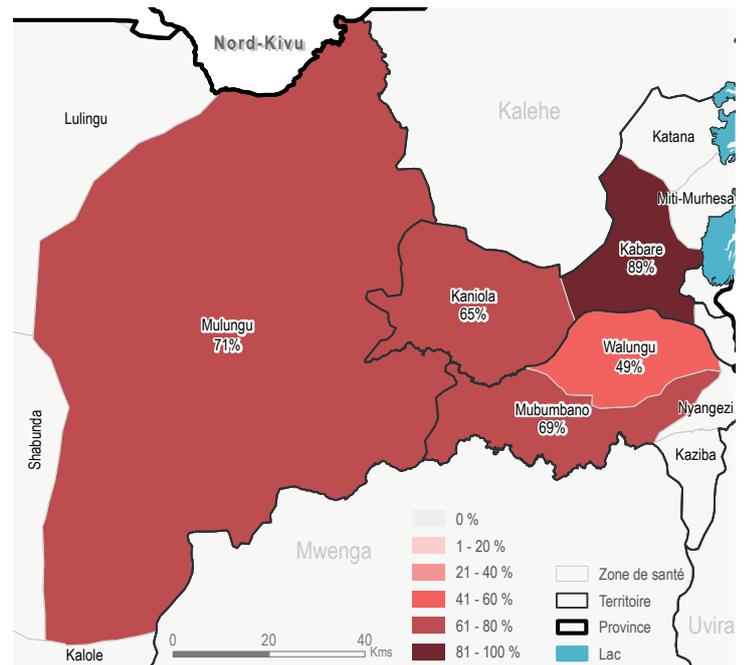
¹ Toutes les personnes qui fuient des conflits ou persécutions. Leur statut est défini et protégé par le droit international et les réfugiés ne peuvent être expulsés ou renvoyés vers des situations où leur vie et leur liberté.

² Toutes les personnes d'une localité et qui ont été déplacées dans un autre pays mais désormais de retour dans leur localité d'origines ou leur lieu de résidence habituel pré-déplacement.

³ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

⁴ Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

% de localités évaluées où le choc de la population a été un conflit armé ou une catastrophe naturelle, par ZS (220 localités concernées) :

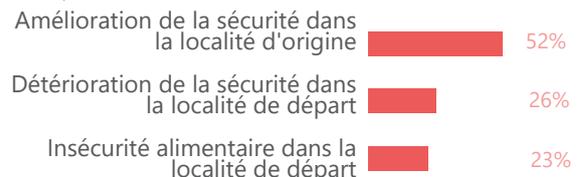


Kaniola et Mulungu sont les ZS les plus touchées par les chocs sécuritaires avec respectivement **32%** et **43%** des localités évaluées.

Personnes retournées

La présence de personnes retournées⁴ a été rapportée dans **43%** des localités évaluées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées³ : (3 options les plus souvent citées, 124 localités concernées)



Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (124 localités concernées)



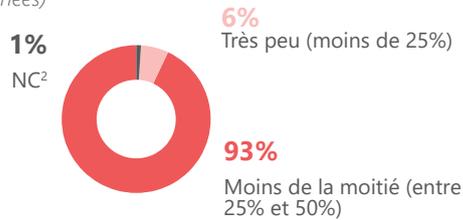


Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

Dans **100%** des localités évaluées, l'agriculture était rapportée comme une des trois principales¹ source de revenu des ménages. Cependant, ces ressources ne parvenaient pas à remédier à la problématique de l'accès à la nourriture, avec 99% des localités évaluées dans lesquelles il a été rapporté que moins de la moitié de la population avait accès à suffisamment de nourriture. Parmi les stratégies d'adaptations les plus fréquemment rapportées étaient la diminution du nombre de repas (**90%**), l'emprunt d'argent auprès d'un.e proche (**62%**), ou encore cueillir des aliments sauvages (**12%**) dans les localités évaluées.

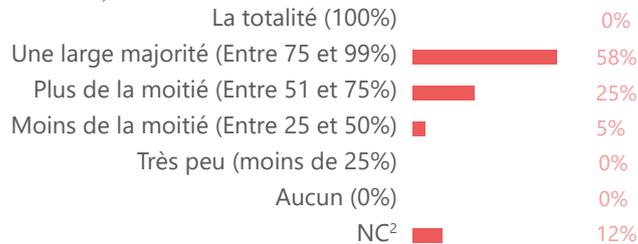
Proportion rapportée de ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :

(286 localités concernées)



Proportion rapportée des ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :

(286 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées³ :

(286 localités concernées)

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Infertilité du sol	46%	9%	5%
Cultures endommagées et/ou détruites par des insectes ou maladies	12%	26%	14%
Manque de semences et / ou d'outils	13%	21%	33%
Accès aux terres non-sécurisé (conflits armés, criminalité)	5%	0%	1%
Abondance des pluies, inondations	1%	6%	3%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	1%	2%	3%
Vols ou pillages des cultures	0%	2%	0%
Manque de main d'oeuvre	0%	2%	2%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	0%	1%
NC ²	23%	33%	37%

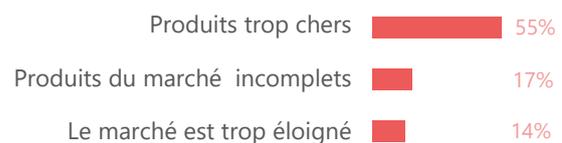
Différentes stratégies d'adaptation utilisées par la majorité des ménages pour faire face au manque de nourriture, en % par territoire :

(286 localités concernées)

	Shabunda	Kabare	Walungu
Diminuer le nombre de repas par jour et/ou les quantités de nourriture par repas	78%	91%	92%
Emprunter de la nourriture ou de l'argent auprès d'un ami ou un parent	78%	58%	62%
Cueillir des aliments sauvages	21%	13%	10%
Demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non-apparentées	10%	12%	9%
Consommer des semences destinées à la prochaine saison ou récolter des cultures pas encore mûres	7%	13%	7%
Envoyer les enfants manger chez des voisins	10%	1%	3%
Vendre des biens de sa maison	7%	1%	4%
Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	7%	0%	9%

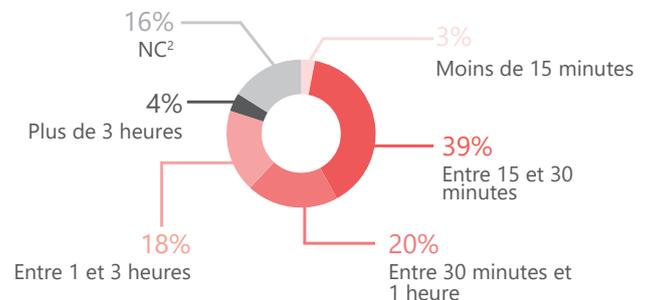
Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées¹ :

(3 réponses les plus souvent citées, 286 localités concernées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

(286 localités concernées)



Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées¹ :

(3 réponses les plus souvent citées, 286 localités concernées)



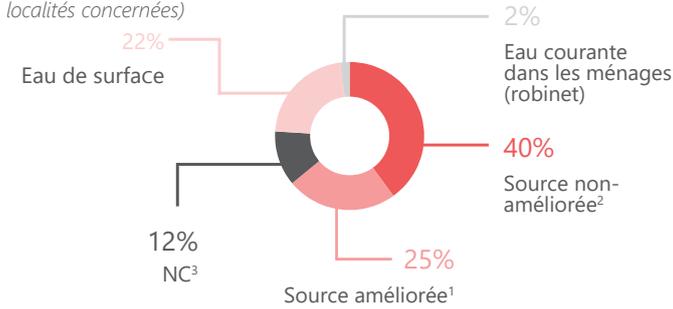
¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

³ Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la majorité de la population pour boire, en % des localités évaluées : (286 localités concernées)



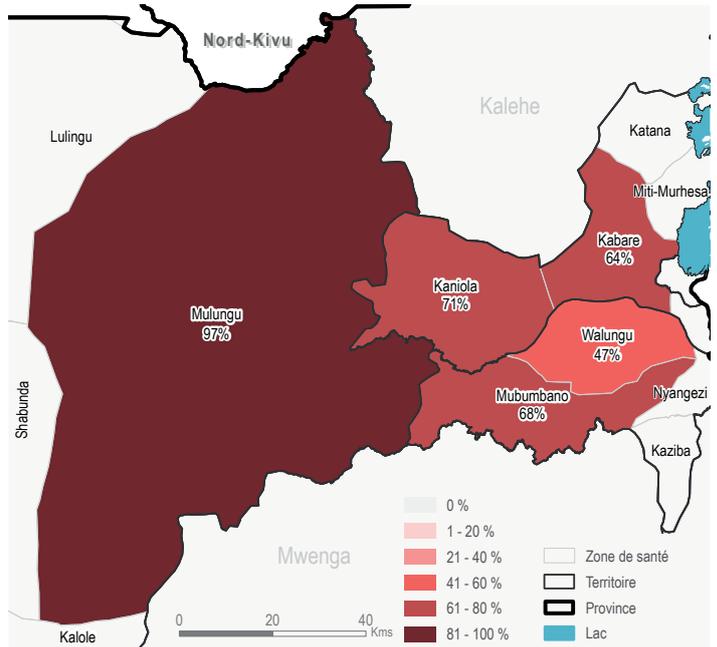
Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées : (286 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁶ : (286 localités concernées)

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Manque de récipients	8%	21%	30%
Nombre insuffisant de points d'eau	38%	13%	4%
Qualité de l'eau / eau non-potable	14%	16%	13%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	13%	3%	1%
NC ³	21%	34%	34%

% de localités évaluées où il a été rapporté que l'eau de surface et l'eau non améliorée sont les principales sources d'eau utilisées par la majorité de la population pour boire, par ZS⁴ : (286 localités concernées)



Selon les IC, dans 98% des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables⁵ pour faire leurs besoins. En parallèle, la majorité de la population ne disposait pas de savon et/ou de système fonctionnel de lavage des mains dans 92% des localités évaluées.

Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins de santé lorsqu'elle pensait en avoir besoin dans 66% des localités évaluées. Dans 24% des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était peu utilisée, la majorité de la population n'en disposant pas dans 45% des localités évaluées.

Dans 96% des localités il a été rapporté que la majorité des femmes a accouché dans une structure de santé.

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁶ : (286 localités concernées)

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	59%	24%	2%
Manque de médicaments disponibles	8%	43%	15%
Qualité insuffisante des soins fournis	1%	2%	21%
Structures de santé trop éloignée	18%	1%	2%
Manque de personnel soignant	0%	2%	11%
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	9%	22%
NC ³	13%	18%	23%

¹ Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

² Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

³ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

⁴ Dans la ZS de Mulungu 55% des localités évaluées ont rapporté l'eau de surface comme la principale source d'eau.

⁵ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

⁶ La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.



USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Protection



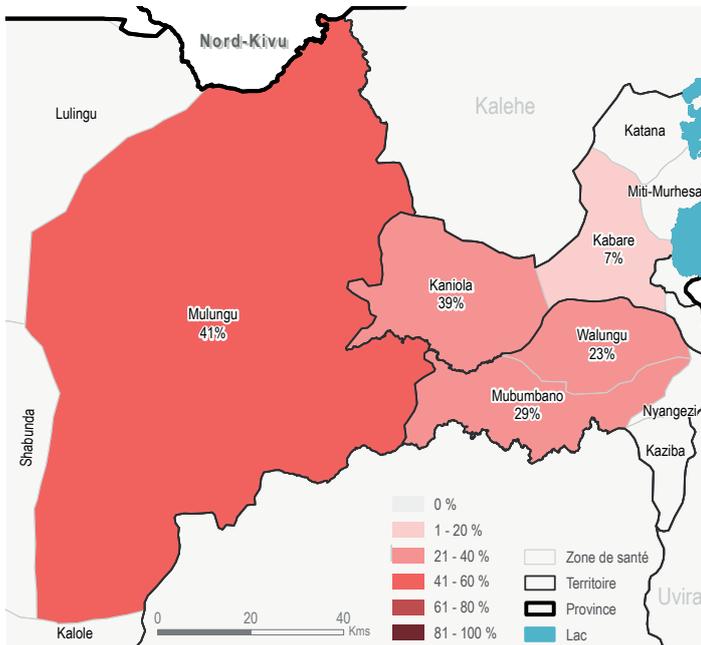
Dans **49%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **18%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, incidents très majoritairement dus à la criminalité/exactions. Dans **56%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'au moins un incident a été marqué par au moins une habitation ayant été pillée/incendiee/détruite.

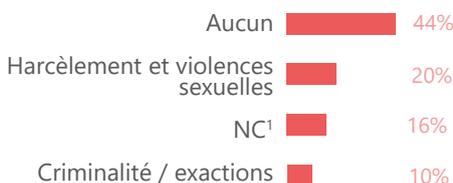
La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **98%** des localités évaluées. Dans **93%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique.

Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **28%** des localités évaluées. Pour **99%** de ces localités, la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population.

% de localités évaluées où la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement, par ZS : (286 localités concernées)



Principaux risques pour les femmes de 18 ans et plus, en % de localités évaluées : (286 localités concernées)



¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

² Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

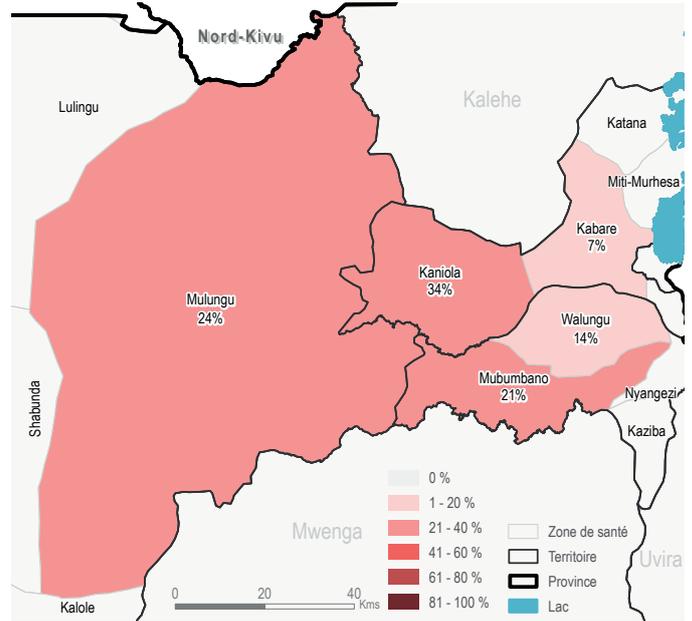
³ Très peu : moins de 25%.

⁴ Un peu moins de la moitié : entre 25% et 50%.

⁵ Un peu plus de la moitié : entre 51% et 75%.

⁶ Une large majorité : entre 76% et 100%.

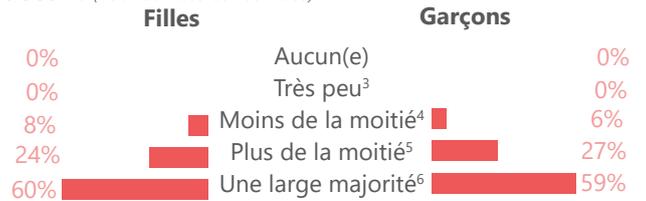
% de localités évaluées où les femmes de 18 ans ou plus étaient exposées au risque de harcèlement et violences sexuelles, par ZS : (286 localités concernées)



Éducation

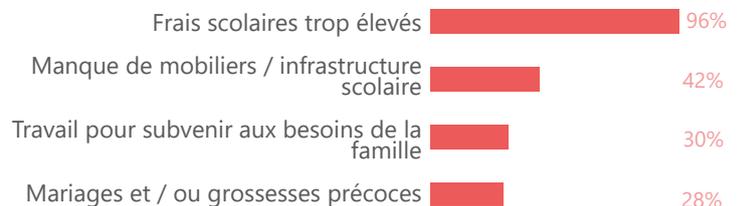
Dans **91%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible (**8%** des localités évaluées), soit il n'y avait jamais eu d'école primaire fonctionnelle aux alentours (**78%**), soit les écoles étaient endommagées ou détruites par une cause naturelle (**9%**) ou par des combats armés (**4%**).

Proportion des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² : (286 localités concernées)



Dans **81%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescent.es. Lorsque l'école n'était pas accessible (**17%** des localités évaluées), soit il n'y avait jamais eu d'école secondaire fonctionnelle aux alentours (**78%**), soit les écoles étaient endommagées ou détruites par une cause naturelle (**9%**) ou par des combats armés (**4%**).

Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles, en % de localités évaluées : (286 localités concernées - Plusieurs options possibles)



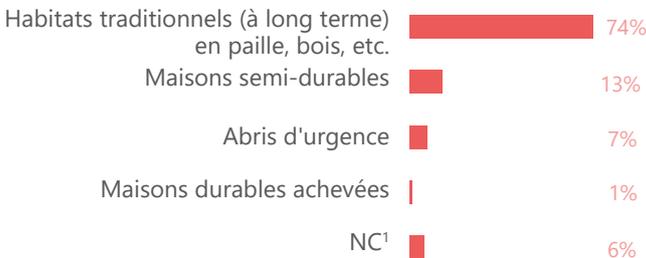
USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Abris

Dans **95%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette part montait à **99%** pour les personnes déplacées (PDI et / ou retournées).

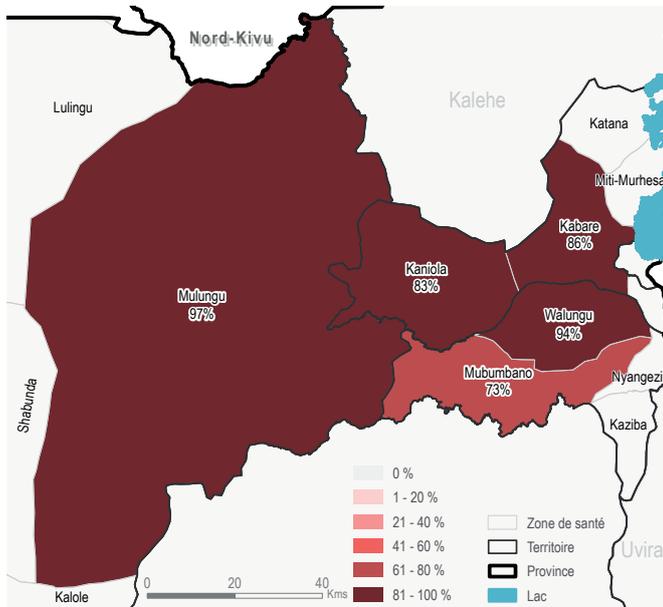
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de communauté hôte, en % de localités évaluées : (286 localités concernées)



Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la communauté hôte, en % par territoire : (286 localités concernées)

	Shabunda	Kabare	Walungu
Habitats traditionnels	83%	81%	69%
Maisons semi-durables	10%	6%	17%
Abris d'urgence	3%	6%	7%
NC ¹	3%	6%	23%

% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, par ZS : (286 localités concernées)



Dans **13%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées, l'aide fournie n'avait pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**51%**) et était jugée insuffisante en quantité (**32%**), en qualité (**3%**) ou les deux (**5%**) par les IC.

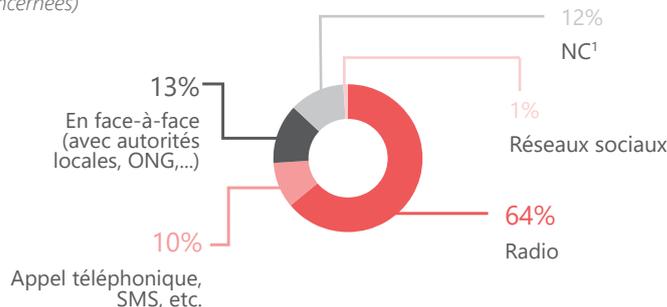
¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

² Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

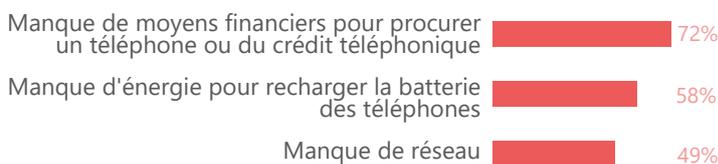
³ Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Redevabilité et communication

Moyen préféré de la population pour recevoir des informations, en % de localités évaluées : (286 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées² : (3 réponses les plus souvent citées)



Dans **40%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **79%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance³, en % de localités évaluées : (286 localités concernées)

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	44%	6%	3%
Eau	13%	21%	8%
Semences et / ou outils aratoires	5%	8%	9%
Soins médicaux	1%	9%	13%
Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène (casseroles, bidons, habits, etc.)	0%	4%	1%
Soutien en matière d'abris	2%	4%	6%
Accès à des moyens financiers (Cash)	5%	6%	5%
NC ¹	28%	32%	40%



Dans **49%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.

Dans **91%** des localités évaluées la majorité de la population n'avait pas connaissance de mécanismes de gestion des plaintes pour atteindre les prestataires de l'assistance humanitaire sur les besoins de la communauté, l'assistance reçue ou les problèmes d'assistance.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action



Revue/résumé des résultats clés des données secondaires entre juin et novembre 2023

Déplacements

Des déplacements importants de la population ont été signalés au cours de cette évaluation. Ces mouvements étaient observés en juin 2023, comme par exemple le montre [le rapport ERM de septembre](#). [Les alertes OCHA](#) indiquaient que ces déplacements étaient largement provoqués par des conflits armés et des catastrophes naturelles. Cependant, selon le [tableau de bord – suivi de mouvements de populations](#) de IOM, on constatait une diminution des arrivées de PDI dans les territoires de Shabunda, Walungu et Kabare par rapport au deuxième trimestre.

Sécurité alimentaire

Les différents territoires évalués ont été classés parmi ceux présentant une [situation d'insécurité alimentaire importante par le Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire \(IPC\)](#), Kabare était en situation de stress par rapport à Walungu et Shabunda qui se trouvaient en phase de crise. Comme le souligne cette fiche d'information, la situation restait préoccupante, avec 97% des localités évaluées signalant que moins de la moitié des ménages avaient accès à une quantité suffisante de nourriture. En comparaison avec les données du IPC dans les territoires de Shabunda, Kabare et Walungu les résultats étaient relativement similaires dans toutes les ZS évaluées.

EHA

La situation liée à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement demeurait précaire dans les territoires de Shabunda, Kabare et Walungu. Dans 40% des localités évaluées, une source d'eau non-améliorée était signalée comme principale, et dans 20% des localités, la principale source d'eau utilisée pour boire rapportée par les IC était l'eau de surface. Ce problème était déjà souligné à travers les [résultats de l'ERM](#), indiquant une limitation d'accès à l'eau potable. Les défis concernant les latrines étaient également notables, avec [les enquêtes de l'ERM](#) en septembre signalant que 90% des ménages interrogés ne disposaient pas de latrines hygiéniques. Cette situation persistait en novembre, comme le rapporte l'évaluation actuelle, avec 83% des localités évaluées indiquant que la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques.

Abris

En juillet, OCHA signalait dans [son suivi d'alerte](#) une attaque qui avait contraint 3 250 personnes à se réfugier dans la zone de santé de Mulungu. Ces déplacés avaient abandonné tous leurs biens et étaient hébergés chez des familles, vivant dans des conditions précaires. D'après les résultats de cette évaluation menée en novembre, plus de trois quarts des localités accueilleraient des personnes déplacées dans les ZS de Kaniola, Mbumbano et Mulungu, la quasi-totalité de ces PDI étant accueilli dans des familles d'accueils.

Protection

En septembre 2023, le [rapport ERM](#) décrivait une détérioration continue de la situation sécuritaire et de la protection, en raison de l'intensification des activités d'au moins 10 groupes armés. De plus, en novembre 2023, le [rapport de situation du Sud-Kivu](#) a documenté 3 960 incidents de violations et d'abus des droits humains dans les provinces du Sud-Kivu et du Maniema, les territoires les plus touchés étant Kalehe, Walungu et Shabunda. En novembre, 49% des localités évaluées indiquaient que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps. De plus, dans la zone de santé de Mulungu, 24% des localités évaluées rapportaient que les femmes de 18 ans ou plus étaient exposées au risque de harcèlement et de violence sexuelle.

Education

Au premier trimestre de 2023, avec le rapport [des incidents contre les écoles](#) le cluster éducation avait signalé la province du Sud-Kivu parmi les plus touchées à l'échelle nationale. Ces incidents étaient souvent le résultat d'attaques de groupes armés et de catastrophes naturelles. Une autre condition à souligner qui affectait l'éducation dans ces trois territoires évalués étaient le manque d'écoles fonctionnelles dans les zones évaluées.

Santé

En septembre 2023, [l'ERM](#) a signalé que le paludisme, les infections respiratoires aiguës, les infections urogénitales, la fièvre typhoïde et les maladies sexuellement transmissibles figuraient parmi les pathologies courantes dans la région. De plus, [une alerte avait été émise](#) pour la ZS de Shabunda concernant l'émergence de nouveaux foyers de diarrhée, entraînant d'importants déplacements en août. En novembre 2023, dans les localités évaluées, 17% ne pouvaient pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. Dans le cas des ZS Kaniola et Mubumbano ce pourcentage s'élevait à plus d'un tiers des localités évaluées ne pouvant pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle en moins d'une heure de marche à pied.



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)



730 IC



66% Hommes
34% Femmes

Le statut de déplacement des IC est :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur

portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS.
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

A l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 5% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Sud-Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Septembre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Avril 2023	Fiche d'information
Sud-Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Mars 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Février 2023	Fiche d'information
Ituri, Février 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Février 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Janvier 2023	Fiche d'information
Sud-Kivu, Janvier 2023	Fiche d'information

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).